

plus équilibrées, fondées sur un pragmatisme positif, une communauté d'intérêts et une plus grande compréhension des politiques économiques de part et d'autre. Le Cadre prévoit également la création de la Commission mixte économique Canada-Japon qui se réunit ici aujourd'hui et nos deux gouvernements se sont engagés à promouvoir le développement et la diversification de leurs échanges commerciaux ainsi qu'à encourager et faciliter la coopération entre leurs industries respectives.

La poursuite de la croissance de nos échanges constituera une composante majeure de nos relations avec le Japon dans l'avenir. Il reste cependant que les rapports plus étroits que j'estime possibles entre nous comportent d'autres dimensions notables.

L'élargissement de la gamme de produits que nous échangeons est l'une de ces facettes. Le Canada veut valoriser la teneur de ses exportations au Japon en augmentant la proportion de biens transformés et manufacturés. Le gouvernement du Canada a élaboré, en collaboration avec le Japon, un programme intensif d'expansion commerciale destiné à informer les hommes d'affaires et les consommateurs japonais de la capacité manufacturière et exportatrice du Canada et à renseigner les hommes d'affaires canadiens sur la structure et les possibilités du marché japonais.

La tâche est ardue et exigera de la persévérance, mais je crois qu'on peut déjà percevoir un changement dans la composition de nos échanges. Le Japon apprend graduellement à mieux apprécier le savoir-faire et la qualité de ses partenaires commerciaux canadiens. Les réalisations techniques du Canada - le premier pays du monde à concevoir, fabriquer et utiliser un satellite de communications et un réacteur à eau lourde très efficace, et l'un des chefs de file dans le domaine des ADAC - sont mieux connues et appréciées au Japon. Des études intensives sont déjà en cours sur les possibilités de coopération dans les secteurs de l'aérospatiale et de l'énergie nucléaire. Des sociétés canadiennes ont vendu au Japon divers articles, dont des avions, des pièces d'automobile, du matériel de service, de l'équipement dans les domaines de la restauration, de l'électronique, ainsi que des sonars pour la pêche et des terminaux pour les ordinateurs.

Je crois que plusieurs des neuf grands industriels japonais qui se sont rendus au Canada l'automne dernier dans le cadre de la mission Makita ont exprimé l'inquiétude que le Canada conditionne l'accès à ses matières premières à l'accroissement de la proportion de ses biens manufacturés vendus au Japon. Je tiens à souligner que cela ne fait pas partie de la politique canadienne. Le Canada veut vendre des biens manufacturés au Japon, comme aux autres grands pays industrialisés, mais nous ne nous attendons pas que les sociétés japonaises achètent des biens canadiens qui ne sont pas concurrentiels. J'attache également de l'importance à nos échanges actuels dans les industries extractives et dans le secteur agricole et je compte bien qu'ils continueront de s'accroître.